Francis Blanchard **reçoit** l'ordre du mérite acadien

M. Francis C. Blanchard est le récipiendaire de la médaille de l'Ordre du mérite acadien. La décoration lui a été remise par M. Edmond Galant, vice-président de /a SSTA. Mme *Berthe Blanchard a reçu une gerbe de fleurs.*

Pur Jacinthe **LAFOREST**

Réunis en assises annuelles, samedi à Charlottetown, les membres de la Société Saint-Thomas-d'Aquin ont rendu hommage à M. Francis C. Blanchard de Charlottetown, en lui décernant l'ordre du mérite acadien, une décoration qu'il a amplement méritée, par sa longue carrière au service de ses concitoyens et ses nombreuses oeuvres de bénévolat.

La médaille lui a été remise par M. Edmond Gallant.

Selon ce que nous avons appris, Berthe, l'épouse de Francis, savait depuis une semaine environ que son mari allait recevoir la décoration, mais elle avait gardé le secret, jusqu'au matin même de la réunion.

C'est donc avec surprise et émotion dans la voix qu'il a remercié pour cet honneur qui lui était ainsi fait.

«Je suis très honoré et profondément touché de cet honneur que j'accepte au nom de ma famille et de mon épouse Berthe», a-t-il dit avec des sanglots dans la voix.

Il explique que ses actions, nombreuses et très engagées, ont comme base la croyance que lorsqu'on a la chance d'être instruit, d'être allé à l'université, il fallait faire tout son possible pour améliorer la société dans laquelle on vit. 11 a cite plusieurs personnes, incluant son père, qui lui a dit qu'il n'avait pas le droit de rester assis chez eux à ne rien faire.

Et il a applique ce conseil à la lettre : Pendant 30 ans, il a été soit prbidcnt, vice-président ou membre dc divers comités de la SSTA; il a siégé pendant de nombreuses années à la Fédération des enseignants et enseignantes de l'Î.-P.-É. (PEITF), ainsi que de l'Association des instituteurs et institutrices de l'Î.-P.-É. Il a également été président fondateur, trésorier et secrétaire du Centre culturel Port-LaJoye, membre de la Société historique de l'Î.-P.-E. pendant plus de 40 ans, membre fondateur du Musée acadien et conseiller pendant plusieurs années. Pratiquement toutes lcsassociationsacadjcnncsct francophones de l'I.-P.-E. ayant pour but l'avancement de la collectivité acadienne ont pu compter sur Françis Blanchard pour les diriger, ou pour prêter main-forte. ★

Pour camper, il faut réserver

Le Parc national de l'Île-du-Prince-Édouard est plus facile d'accès depuis le 5 mai, avec la mise en place d'un service de réservation sans frais. En effet, en téléphonant au 1-800-213-PARK (7275), les campeurs peuvent maintenant réserver leur emplacement de camping et même payer à l'avance leur permis de camping et leur permis d'entrée dans le parc. Le même numéro est également utilisé au Nouveau-Brunswick, selon un communiqué.

Dans les sondages effectués par Parcs Canada, les campeurs ont indiqué vouloir être capables de réserver un emplacement de camping, avant d'emballer leur matériel de camping et d'arriver à un parc national. Pour répondre à ces besoins, l'organisation a établi un service bilingue de réservations d'emplacements de camping dans les parcs Fundy et Kouchibouguac, au Nouveau-Brunswick, et le Parc national de l'île-du-Prince-Édouard.

Les campeurs doivent réserver au moins cinq jours avant leur arrivée. Il faut faire une réservation distincte par emplacement et chaque séjour dans un terrain de camping ne doit pas dépasser 14 jours. ★

Les journées portes ouvertes, ça ouvre des portes

(J.L.) La Société éducative de l'Île-du-Prince-Édouard a tenu la semaine dernière une journée portes ouvertes, pour donner la chance au grand public de venir voir les locaux et se renseigner sur les programmes d'études offerts.

«On n'a pas eu un très grand nombre de personnes, mais par contre, durant tout l'hiver, on invitait régulièrement des associations. On a reçu plusieurs conseils d'administration, qui en ont profité pour faire le tour. Il y a donc déjà beaucoup de monde dans la région et même dans la province, qui sont familiers avec les locaux et les services offerts» dit Colcuc Aucoin, employée à la Société éducative.

Il faut préciser que cette journée portes ouvertes se tenait simultanément dans les sept campus du Collège de l'Acadie.

Sur la photo, on voit Krystalle Richard de Mont-Carmel, qui fait une visite des lieux. Elle termine cette année ses études secondaires et est inscrite au programme «Travail de bureau» du Collège de l'Acadie, l'an prochain. Elle est accompagnée de Colette Aucoin. ★

Un marcheton bien réussi

Une quarantaine de personnes ont pris par! au marcheton à Wellington. Au niveau provincial, on a ramassé 15 000 $, qui serviront à dépanner les victimes d'incendies. (Photo : Gloria Gal/ant).

(J.L.) Le samedi 3 mai, à Wellington, une quarantaine de personnes ont participé à un macheton parrainé par la Croix-Rouge, dans le but de recueillir des fonds pour aider les victimes d'incendies.

GloriaGallant,deSaint-Raphaël, est membre du bureau de direction provincial de la Croix-Rouge. Elle explique que des marchetons semblables ont eu lieu dans de nombreuses localités de l'Île-du-Prince-Édouard.

«A notre marcheton, on a ramassé environ 1800 $. Ce sont des fonds qui sont utilises pour dépanner des familles qui seraient victimes d'un incendie. Je crois que l'année passée, on a utilise le fonds une fois».

La création de ce fonds est une initiative de la Croix-Rouge, en collaboration avec l'Organisation des mesures d'urgence. Dans la région Evangéline, la personne responsable est Edmond Cormier de Wellington. «Lorsqu'il .y. a un incendie, Edmond Cormier se renseigne et voit quels sont les besoins les plus pressants de la famille. Ce peut être de la nourriture pour deux, trois jours, quelques vêtements, ou une place où loger pendant qu'on nettoie, cela dépend». Gloria précise que l'aide accordée est pour une courte période, et que c'est vraiment pour parer à l'urgence de la situation. La marche a eu lieu sur le Sentier de la Confédération, à Wellington. ★

Le compost, c'est pas sorcier

Par **Ellen** HENKE •

Il n'y a vraiment rien de comparable... siroter un breuvage froid pendant que grésillent les hamburgers, les hot dogs et les biftecks sur le barbecue. Mais saviez-vous que la cuisson au grand air peut se faire sans barbecue? Un tas de compost peut bel et bien «cuire» vos matières végétales exemptes de maladies et transformer les rognures d'herbe, la paille et les feuilles hachées en un riche humus nutritif.

La fabrication d'un silo à compost peut se faire assez simplement. Tout d'abord, déterminez l'emplacement. Enfoncez ensuite quatre pieux de 1,50 m, en bois ou en métal, à une profondeur de 30 cm. Recouvrez trois des côtés de grillage métallique, le côté ouvert servant de voie d'accès. On trouve aussi sur le marché des silos à compost tout prêts.

Les dimensions du tas de compost doivent être d'au moins un mètre de diamètre et 1,20 m de hauteur, afin que la température interne atteigne le degré de «cuisson» nécessaire à la transformation des végétaux en humus. Remplissez le silo avec des feuilles déchiquetées, des rognures d'herbe, de la paille et toute autre matière végétale exempte de maladie. N'y mettez jamais de viande ou d'os; ils attirent les mouches et rendent le compost malodorant. Évitez aussi d'y mettre des plantes malades ou des rognures d'herbe récemment traitée avec des herbicides. Après un tel traitement, on recommande d'attendre au moins quatre tontes avant d'ajouter l'herbe coupée au tas de compost.

Vous obtiendrez de meilleurs résultats en stratifiant le tas en couches de 15 à 20 cm et en épandant de l'engrais sur chaque couche. Utilisez de l'engrais 10-10-10 - soit 10 parties d'azote pour 1- parties de phosphore et 10 parties de potassium. Pour prévenu les mauvaises odeurs, éparpillez un peu de chaux sur chaque couche et recouvrez-la de terre.

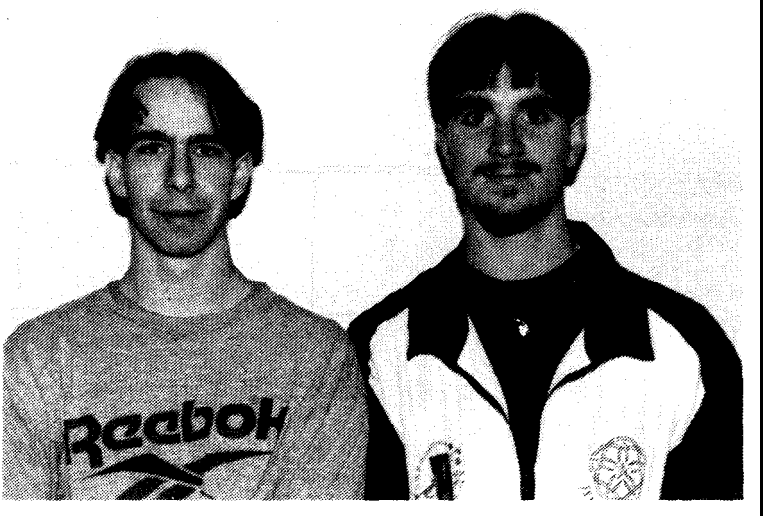
Pour maintenir la température de «cuisson», le compost doit demeurer humide. Laissez donc une dépression sur le dessus pour recueillir les eaux de pluie. Arrosez-le pendant les sécheresses. Retournez la matière régulièrement pour ramener la partie extérieure sèche vers l'intérieur, où elle se décomposera sous l'effet de la chaleur et de l'activité microbienne.

Le compostage est en réalité fort simple, et ses nombreux bienfaits récompensent amplement les efforts qu'il requiert. En compostant, je convertis les déchets de mon jardin en un riche humus et je fais de la «cuisson» sans barbecue. Pour tout jardinier, c'est une «mine d'on> qui lui permettra de récolter, d'année en année, une abondance de fleurs et de légumes!

* La spécialiste des pelouses et jardins chez John Deere/Homelite, Ellen Henke, est botaniste et rédactrice horticole. ★

Les Jeux Franco-ontariens

Quatre jeunes de chez nous y seront



Sur la photo on voit Bruno Nantel et Jean-François Morin, tous deux de l'École François-Buote à Chartottetown.

(É.P.) Les Jeux Franco-ontariens c'est quoi? Ce n'est rien de moins que le plus grand rendez-vous des jeunes de tout le Canada. 500 athlètes, artistes, étoiles et expert.e.s de soixante écoles secondaires francophones de toutes les provinces et territoires ainsi que 250 jeunes bénévoles seront regroupes pour performer, échanger, oser et s'amuser dans une famille de Jeux qui assure la compétition la plus saine qui soit!

Les Jeux Franco-ontaricns en sont qu'à leur 4" édition cette année. Ils sont organisés par la Fédération de la jeunesse franco-ontarienne (FESFO) et auront lieu à Wclland, dans la région de Niagara, du 16 au 19 mai. Les principes des Jeux sont la performance, la coopération et la fierté.

Jeunesse Acadienne a reçu quatre invitations pour des jcuncs francophones âgés entre 13 et 18 ans de l'île-du-Prince-Édouard. La FESFO s'occupait des dépenses tels les billets d'avion, les repas, l'hébcrgemcnt et toutes les activités reliées aux jeux. La FESFO demandait **un** jeune **qui a** beaucoup de compétence et d'intérêt, dans chacune des quatre disciplines suivantes: sport, improvisation, arts visuels, et amuseurs public.

Près de vint-cinq jeunes ont manifesté leur désir de participer à l'une ou l'autre de ces disciplines. Le conseil exécutif de Jeunesse Acadienne a eu la tâche difficile de choisir les heureux élus en ayant en tête l'implication du jeune dans la discipline de son choix, son talent, ses résultats académiques, sa polyvalence et son sens des responsabilités.

Les choix se sont arrêtés sur Janine Arsenault et Adam Gallant de l'École Évangéline, respectivement en improvisation et en arts visuels, ainsi que de deux Clèves de l'Ecole François-Buotc soit Jean-François Morin cn sport et Bruno Nantcl comme amuseur public.

Les jcuncs quitteront Charlottetown Ic jeudi 15 mai pour revenir le mercredi 21 mai après avoir passé le mardi à visiter les environs de Toronto, dont la tour du CN. ★

Sur la photo ont voit Janine Arsenault et Adam Gallant de l'École Évangéline, à Abram-Village. ★

1er magazine francophone

(APF) : Le numéro pilote de ce qui pourrait devenir le premier magazine franco-canadien d'actualité générale, sera lancé à la fin du mois de mai auprès des communautés francophones et acadiennes.

Publiésix fois l'an par la Fédération des femmes canadiennes-françaises et la fume Nadeau, Beaulieu et Associés, Infomag comptera 48 pages.

Le premier numéro du magazine sera imprimé à 20 000 copies mais ne sera pas disponible dans les kiosques. Il sera plutôt envoyé par la poste à des francophones, surtout en Ontario. Par la suite, une campagne de télémarketing inviterales lecteurs à s'abonner. C'est le résultat de cette campagne qui déterminera s'il y a un avenir pour un magazine d'information axé sur les préoccupations et les intérêts de la francophonie canadienne. L'objectif est de 5 000 abonnés.

La Fédération nationale des femmescanadiennes-françaises n'entend pas gruger dans sa subvention annuelle de fonctionnement pour financer le magazine. Il devra s'autofinancer et, idéalement, être rentable. Le numéro pilote est d'ailleurs entièrement payé par la publicité.

Selon une étude de marché réalisée par la firme Nadcau, Beaulieu, il existe un marché potentiel de 100 000 lecteurs au pays pour ce type de magazine.

Le rédacteur en chef du premier numéro est Adrien Cantin. Il est bien connu en Ontario à titre de réalisateur le l'émission d'affaires publiques Panorama à TFO. ★

Petit rêve devient réalité

Par Jacinthe ***LAFOREST***

Depuis le mois de février, les élèves qui prennent des cours d'art industriel à l'École Évangéline ont pu suivre, pratiquement étape par étape, comment on construit un canot.

Il s'agit d'un projet entrepris par Éric Pagé et Kcrry Ann Cochrane dc Cap- Egmont. Lorsqu'il vivait à Ottawa, Eric avait suivi **un cours** de 30 heures sur la fabrication de canots. «On était tous des amateurs, des menuisiers du dimanche. On avait réussi à faire deux **canots** et une barque. C'est certain qu'on faisait des erreurs, mais on apprenait aussi à les corriger et cela faisait partie de l'apprentissage» explique-I-il.

Pour Éric construire son propre canot, et naviguer dedans, constituait unrêved'adolescence. «Mais quand tu vis en ville, la place est limitée».

Au mois d'août 1996, à leur arrivée à l'Île-du-Prince-Édouard, Éric et Kerry Ann ont tout, de suite commencé à faire des démarches pour entreprendre la construction de leur premier canot.

Après avoir frappé à quelques portes, ils ont pu s'installer dans le local d'arts industriels à l'École Évangéline. «On se considère choyés d'avoir accès à ce local. On a tout à portée de la main. C'est très bien équipé» dit Eric Pagé, qui sc dit conscient de la confiance qu'on leur a accordée.

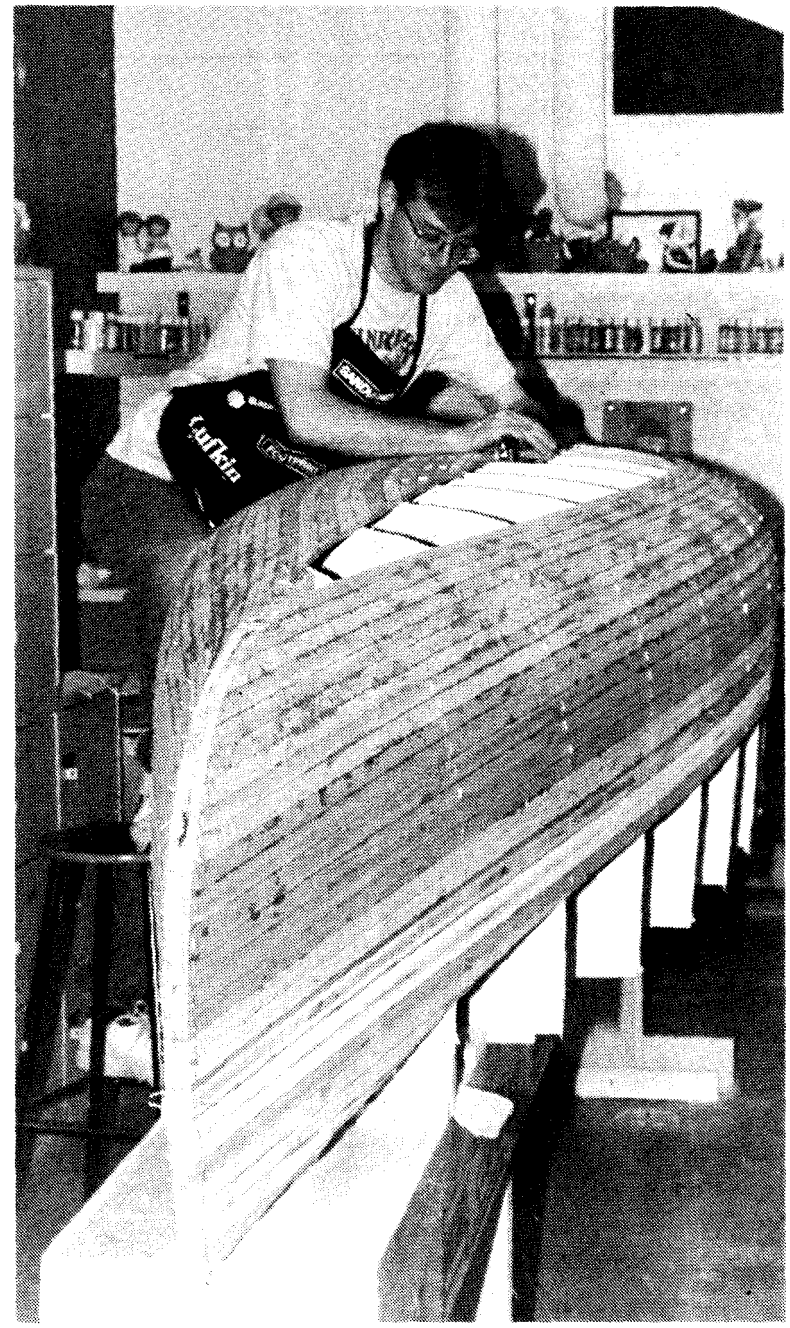
«Au début, cc devait être un projet communautaire mais pour plusieurs raisons, c'est devenu un projetplus individuel. Personnellement, je serais prêt à travailler avec un groupe. Jc suis certain qu'il y aurait plein dc jeunes et de moins jeunes qui seraient intéressés à participer à la construction d'un canot. Qui sait? Peut-être que la communauté serait prête à investir dans la construction de quatre ou cinq canots, qui seraient disponibles aux différents groupes communautaires, comme Jeunesse Acadienne, le Club de découvertes, les Scouts éventuellement, Académie Jeunesse, et d'autres groupes qui pourraient se former» dit-il, un peu pour lancer l'idée.

Il dit ceci sous toute réserve, car il sait bien que la construction d'un canot de cèdre revient plus cher que l'achat d'un simple canot en fibre de verre. «Moi, c'est le processus d'apprentissage qui m'intéresse et que j'aimerais partager avec des jeunes et des gens qui veulent apprendre. C'est la fierté et la satisfaction qu'on ressent de réaliser quelque chose à partir dc rien, en appliquant des principes de construction appropriés» dit **Éric** Pagé, qui est enseignant de formation, cl qui travaille présentement à Jcuncssc Acadienne Ltée.

«De plus, quand tu construis ton propre canot, tu peux laisser libre cours à ta créativité. Par exemple, le nôtre a été construit un pied plus long que sur le **plan original, on a** incrusté une bande de fantaisie **sur** les côtés pour le rendre plus esthétique et aussi pour lui donner une personnalité» dit-il.

II y a plusieurs formes de canot et plusieurs usages aussi. Certains canots sont conçus pour la mer, certains pour les eaux vives des rivières, d'autres sont faits uniquement pour leseauxcalmes des lacs. «Le modèle qu'on fait, on l'a choisi pour sa capacité de transporter du bagage, et pour sa polyvalence, car il se comporte aussi bien en eau vive qu'en eau calme» indique Éric Pagé.

Éric Pagé et Kerry Ann Cochrane s'attendent de pouvoir mettre leur canot à l'eau vers la fin du mois de juin.



***Bien que l'angle de la photo ne le laisse pas très bien voir, ce canot* mesure 17 *pieds de long. Depuis que cette photo* a été *prise, l*a construc*tion a encore progressé. Maintenant, foute la coque est finie. On s'apprête à passer à l'étape du sablage extérieur et intérieur des* minces lattes *de bois, posées chacune avec le plus grand* soin. Ensuite. on pourra *recouvrir le bois de plusieurs couches d'un fini transparent et très résistant, qui fera ressortir la beauté du bois tout en rendant l'embarcation étanche à l'eau.* ★**

Waste Watch sera étendu à la grandeur de la province

Le gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard a dévoilé récemment une stratégie provinciale pour la gestion des déchets. Par cette annonce, le ministre des Pêches et de l'Environnement, M. Kevin J. MacAdam, et le gouvernement provincial s'engagent à réduire de 50 pour cent le volume de déchets solides qui sont déposés à l'heure actuelle dans les lieux d'enfouissement. De plus, le gouvernement s'engage à mettre en oeuvre le programme *Waste Watch* à l'échelle de la province d'ici l'an 2000, selon un communiqué.

Les Insulaires se préoccupent beaucoup de l'environnement» a déclaré M. MacAdam. «La mise en oeuvre d'un système provincial de tri des déchets fournira une occasion à tous de signaler leur engagement envers l'avenir de l'Î.-P.-É. Par ailleurs, M. MacAdam a annoncé que le gouvernement provincial mènera par l'exemple en mettant en système de tri à la source dans les immeubles de l'administration provinciale, situés à Charlottetown, au plus tard le 1er juillet 1997. D'autres installations gouvernementales s'y conformeront également d'ici les trois prochaines années.

Les statistiques démontrent qu'on produit annuellement 100 000 tonnes de déchets. Environ 45 pour cent de ce volume proviennent des 4.5 000 foyers insulaires et le reste des secteurs industriel et commercial ainsi que des institutions. Ces données signifient que chaque foyer insulaire produit environ une tonne de déchets par an.

La stratégie comporte sept thèmes qui guideront le gouvernement dans son initiative visant à détourner 50 pour cent des déchets solides des lieux d'enfouissement d'ici l'an 2000. La mise en oeuvre du programme *Waste Watch* à l'échelle de la province est un élément important de cette stratégie. Le programme *Waste Watch* de la région de Prince-Est démontre très bien qu'un système de tri des déchets à la source est un moyen très efficace de détourner plus de 65 pour cent des déchets d'un site d'enfouissement. La mise en oeuvre d'un programme à l'échelle de la province sera parallèle à l'élimination graduelle de tous les sites d'enfouissement et de stockage communautaires. On fermera le site d'enfouissement des déchets du comté de Kings au plus tard le 30 septembre 1997 et on en établira un nouveau dans le comté de Queens, au plus tard au mois de juillet de l'an 2000. On élaborera des mesures provisoires pour la région du comté de Kings pendant la période de développement du nouveau site.

«Pendant les trois prochaines années, on offrira un programme exhaustif de sensibilisation afin de présenter les procédures du programme *Waste Watch* et ses avantages pour l'environnement» a informé M. MacAdam.

En vertu de la *Environmental Protection Act* (Loi sur la protection de l'environnement), le gouvernement provincial a créé la nouvelle Commission de gestion des déchets de l'Î.-P.-É. Le mandat de la Commission sera de planifier et de mettre en oeuvre le programme de gestion du tri des déchets à la source. La Commission s'occupera également de la conception et de la sélection de sites pour le compostage, l'enfouissage des déchets en vrac et le recyclage pour les comtés de Kings et de Queens. Un communiqué dans lequel on présentera les membres qui siégeront à la Commission sera diffusé plus tard.

M. MacAdam a souligné cependant que le programme *Waste Watch* sera mis en vigueur sur une période de trois ans et en partenariat avec les communautés. «Aucune décision ne sera prise sans avoir consulté la communauté» a précisé le ministre. ★

Achetez votre laissez-passer du Parc national dès maintenant et obtenez un rabais

Cette année encore, le Parc national de l'île-du-Prince-Édouard offre un rabais de 15 % à 20 % aux personnes qui achèteront leur laissez-passer annuel entre le 15 mai et le 1.5 juin 1997, selon un communiqué.

Et cette année, il vous sera plus facile de vous procurer un laissez-passer. En effet, le personnel de Parcs Canada vendra les laissez-passer au *Confederation* ***Court*** *Mall*, le vendredi 9 mai, de 11 h à 19 h, et au *Charlottetown Mall* le 16 mai, de 13 h à 21 h, ainsi que le 17 mai, de 10 h à 17 h.

En outre, vous pourrez également vous procurer un laissez-passer à Green ***Gables,*** aux lieux historiques nationaux ***Province*** *House* et Ardgowan et au bureau de l'administration à Dalvay.

Quelle meilleure façon de profiter en famille des plaisirs del'été que de participer à nos activités d'interprétation éducative telles que les feux de camp, l'observation des oiseaux, la randonnée pédestre et cycliste dans les nombreux sentiers et sur les plages à perte de vue. Pour plus d'information sur l'achat des laissez-passer ou sur les activités qui se dérouleront dans le Parc national de l'Ile-du-Prince-Edouard, composez le ***672-6350.*** ★

les enseignants gèrent le stress

Les enseignants et enseignantes de tangue française ont été trés attentifs aux conseils de l'animatrice Denise Gaouette, lors de ***cette journée pédagogique sur le stress.***

(J.L.) Le vendredi 2 mai dernier, les élèves des écoles françaises de l'île-du-Prince-Édouard n'avaient pas d'école. Mais les enseignants eux étaient en classe, et apprenaient comment gérer leur stress, pour mieux gérer leur vie. L'atelier était mené par Denise Gaouette, de Sherbrooke au Québec.

La journée était organisée par l'Association des enseignantes et enseignants de langue française et une trentaine d'enseignants et d'enseignantes y assistaient. Les buts principaux de la journée étaient de reconnaître le stress, de savoir comment le gérer pour éviter qu'il nous détruise, et en retour, savoir comment aider les élèves à gérer leur propre stress. ★

Les francophones perdent un allié

Par Jacinthe LAFOREST

M. Mike Kelly, sous-ministre du Trésor provincial, est décédé subitement la semaine dernière à Moncton, où il était pour son travail. Le Premier ministre Pat Binns a émis un message de sympathie à la famille du défunt, dont il avait apprécié le professionnalisme.

M. Kelly avait entre autres travaillé de près avec la communauté francophone, qui lui a décerné en 1996 le Certificat de reconnaissance dans le cadre de la Semaine de la francophonie.

M. Kelly a beaucoup contribué aux efforts devant mener à l'adoption d'une nouvelle politique sur les services en français, et des lignes directrices, en 1995-96. Il a toujours été actif afin de sensibiliser ses collègues à l'importance et aux bénéfices des services en français et il a continuellement appuyé les efforts et les initiatives du Secrétariat des affaires francophones et du Comité consultatif des communautés acadiennes.

Il a aussi été coprésident pendant trois ans du comité de gestion de l'entente-cadre Canada/I.-P.-É. sur la promotion des langues officielles. Son engagement à cet échelon a certainement contribué à améliorer la prestation des services en français et la mise en valeur de la communauté acadienne et francophone de l'île-du-Prince-Édouard.

Il a également été d'un grand secours au moment des négociations pour le renouvellement de l'entente-cadre, en 1993. «C'était un grand ami de la communauté francophone, même si elle ne le sait pas vraiment. Il a toujours travaillé dans l'arrière-scène. On a perdu un grand allié» dit Claudette Thériault qui a eu l'occasion de travailler avec M. Kelly, au cours des différentes fonctions qu'elle a assumées au gouvernement provincial.

Le député du district Évangéline-Miscouche, Robert Maddix, a rendu hommage à M. Kelly, à l'Assemblée législative, disant que M. Kelly a été un grand supporteur de la communauté francophone et acadienne. ★

C'est l'affaire de tout le monde

La Section française des troubles d'apprentissage de l'I.-P.-É. est un organisme qui a pour mandat de donner aux jeunes ayant des troubles et des difficultés d'apprentissage la chance d'atteindre leur plein potentiel en leur fournissant des moyens pour mieux comprendre et répondre à leurs besoins particuliers, selon un communiqué.

Afin de sensibiliser la communauté à leur mandat, le conseil d'administration offrira des conférences à l'occasion de leur réunion annuelle qui aura lieu le mardi 20 mai au Centre d'éducation Évangéline.

Pour ce faire, le conseil a retenu les services de Mme Jeannette Côté, originaire du N.-B. et qui demeure maintenant à Montréal. Lors de son séjour à l'île, Mme Côté donnera des sessions à l'École Évangéline pour les étudiants.e.s, les enseignant-e-s ainsi qu'au public en général lors de l'a.g.a. de la Section française des troubles d'apprentissage et à l'Ecole F.-B. pour les étudiant.e.s et les enseignant.e.s.

Mme Côté est une femme bien spéciale et déterminée qui a su faire son chemin dans la vie en tant que personne atteinte de troubles d'apprentissage. Lors de ses conférences, Mme Côté parle de l'influence qu'ont eu sur son développement, ses parents, ses enseignants, quelles ont été ses stratégies palliatives ou compensatoires qu'elle a utilisées pour réussir ses études et ses apprentissages en général. Mme Côté parle cinq langues dont le français, l'anglais, l'espagnol, l'italien et la langue gestuelle. Elle détient aussi un diplôme d'études collégiales en Lettres et une attestation en technique de garderie. Elle fut agente d'information pour l'Association québécoise des troubles d'apprentissage (AQUÉTA), conférencière dans les écoles pour les enseignants, les orthopédagogues, les psychologues et les autres intervenants scolaires également auprès des étudiants au primaire, au secondaire, universitaires, pour, les groupes de parents et l'AQUETA. Elle fut hôtesse à «Terre des Hommes», guide hôtesse et réceptionniste à la Place des Arts, accompagnatrice-interprètre, conteuse, vendeuse, artiste-peintre, animatrice en initiation à la création en arts plastiques (pour les enfants en cours individuel) et d'autres pourraient s'ajouter à cette liste. C'est toujours avec plaisir et enthousiasme qu'elles'adresse aux gens intéressés à apprendre à travers du vécu des autres. Soyez assurés qu'elle laisse toujours un message d'amour, de persévérance et d'espoir «Il y a toujours de la lumière au bout du tunnel» ★

Cette année, tous les partis promettent de s'occuper de votre avenir

(APF) : Maintenant que les principaux partis politiques ont dévoilé leur programme électoral, il est maintenant possible de se livrer au jeu des comparaisons.

La principale constatation, c'est que tous les partis se préoccupent de votre avenir! On ne sait trop si c'est l'arrivée du 21" siècle ou le passage récent de la comète Hale-Bopp qui a inspiré les rédacteurs des programmes des partis fédéraux, mais toujours est-il que le mot «avenir» est inscrit en toutes lettres en page couverture de chacun des quatre programmes. Le programme libéral s'appelle: «Bâtir notre avenir ensemble», celui des Conservateurs: «Que l'avenir commence» et celui des Néo-démocrates: «Un cadre pour l'avenir du Canada». Le programme des Réformistes invite plutôt les Canadiens à prendre un «Nouveau départ», mais c'est bien sûr «pour nous bâtir un meilleur avenir.»

Puisque votre avenir préoccupe grandement les politiciens fédéraux, voici un **court** résumé des programmes électoraux dans trois secteurs qui intéressent les Canadiens: l'emploi, la santé et la fiscalité.

Emploi

Lors de l'élection de 1993, l'emploi était le grand thème électoral des Libéraux fédéraux. Rappelez-vous le cri de guerre que Jean Chrétien martelait sur la place publique: «*Jobs! Jobs! Jobs!*» Rappelez-vous du débat des chefs, alors que le chef libéral avait touché une corde sensible chez les chômeurs, en parlant de la dignité-du-père-de-famille-qui-amène-le-pain-sur-la-table. Ce soir-là, plusieurs ont versé une larme devant leur téléviseur.

Cette année, le programme libéral est plutôt expéditif au chapitre de l'emploi. Il n'y a aucune promesse, aucune cible à atteindre. On reconnaît d'ailleurs qu'il n'existe aucune recette magique pour stimuler l'emploi. En fait, le programme se résume à ceci: «La relance de l'emploi et de la croissance passe par l'assainissement des finances publiques.»

Les Conservateurs dc Jean Charest sont un peu plus audacieux. Ils affirment que leur plan favorisera la création de plus d'un million de nouveaux emplois dès leur premier mandat, et d'un autre million pendant le deuxième. Le risque de se tromper n'est pas bien grand, puisque tous les économistes disent que c'est exactement ce qui risque dc se passer, peu importe le parti au pouvoir.

Les Néo-démocrates battent tous les records de optimisme. Ils ont pour but de couper de moitié (?) le taux de chômage au cours d'un premier mandat: «Le NPD ciblera la création d'emplois avec la même détermination que le gouvernement actuel a démontré pour réduire son déficit», lit-on dans le programme.

Les Réformistes veulent créer des emplois en réduisant davantage la taille du gouvernement et le fardeau fiscal, et en mettant un frein aux dépenses excessives et au gaspillage. Cela permettra, disent-ils de créer des vrais emplois, qui ne dépendent pas du soutien des contribuables.

Santé

La principale promesse des Libéraux est d'augmenter de 11 à 12,5 milliards de dollars à compter de 1998-1999, la portion en argent des transferts fédéraux aux provinces pour la santé et les programmes sociaux.

Théoriquement, cela pourrait permettre aux provinces de ralentir un peu les compressions dans le secteur de la santé. Le fédéral n'a cependant aucun contrôle sur l'utilisation par les provinces de l'argent qui est désormais versée dans le cadre du transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Les millions de dollars supplémentaires pourraient tout aussi bien être utilisés pour l'éducation postsecondaire ou les programmes sociaux.

Les Libéraux veulent aussi établir un programme d'assurance-médicamcnts en collaboration avec Ics provinces. Mais il s'agit ici, comme le rappelle le Livre rouge, «d'un objectif national à longterme.» On promet aussi d'encourager les soins à domicile en créant un crédit d'impôt pour les personnes qui prennent soin à domicile d'un membre invalide de lcw famille, y compris les personnes âgées.

Les Conservateurs, qui dénoncent les compressions budgétaires des Libéraux en matière de santé, promettent eux aussi de rétablir à 12,5 milliards la contribution fédérale pour la santé et l'éducation. On promet en plus de remplacer l'actuel TCSPS par un nouveau programme qui permettra de transférer 3 milliards de plus par année aux provinces d'ici l'an 200 1. Les Conservateurs veulent aussi investir 200 millions dans un Fonds d'initiatives en matière de Santé.

Les NPD veulent faire de l'accès à des soins de santé de qualité «une priorité nationale.» Ils veulent mettre un terme aux coupures dès maintenant, **transférer aux** provinces un minimum de 15 milliards de dollars par année pour la santé et les programmes sociaux, établir un régime national d'assurance-médicaments et mettre sur pied un Institut de santé pour les Autochtones.

Les Réformistes veulent eux aussi augmenter de 4 milliards par année les fonds qui seront transférés aux provinces pour la santé et l'éducation postsecondaire. L'argent proviendrait des économies réalisées en réduisant la taille du gouvernement.

Fiscalité

Les Libéraux promettent une baisse générale des **impôts,** mais seulement lorsque le pays cn aura les moyens. Ils ont l'intention de consacrer la moitié dc chaque milliard dc dollars dc l'excédent budgétaire à la baisse des impôts. Leur plan est dc consacrer la moitié de chaque milliard dc dollars dc surplus budgétaire à la baisse des impôts et à l'allégement de la dette nationale, et l'autre moitié aux dépenses de programmes.

Les Conservateurs parlent plutôt d'une réduction d'au moins 10 pour cent de l'impôt sur le revenu des particuliers dès le dépôt de leur premier budget.

Les NPD ne promettent aucune baisse d'impôt. Au contraire, ils veulent faire payer davantage les compagnies et les gens riches.

Quant aux Réformistes, ils veulent réduire de 2 000 $ lc fardeau fiscal dc tous les Canadiens d'ici l'an 2000 pour la famille moyenne. ★

Diminution des ventes de pour cent à la Coop de Mont-Carmel

(J.L.) Réunis récemment pour leur réunion annuelle, les membres de la Coopérative de Mont-Carmel ont appris que les ventes à leur coopérative avaient diminué de 16 pour cent, par rapport à l'année précéden te.

Éric Richard est le nouveau gérant de la coopérative, en poste depuis le 6 janvier. «C'est sûr qu'on est affectés par le *Superstore* et le *Sobeys*. Cela nous fait beaucoup de compétition, mais il n'y a pas que cela. C'est un mauvais temps de l'année. Il y a beaucoup de monde qui travaille dans des emplois saisonniers, que leur chômage arrive à la fin, qui n'ont pas encore recommencé à travailler. Le monde a moins d'argent à dépenser. On sent tous ces changements là, dans une entreprise comme la nôtre» dit Eric Richard. Il précise cependant que l'année passée à pareille date, les ventes étaient un peu meilleures.

Lors des assemblées annuelles, c'est la tradition à Mont-Carmel de remettre les ristournes sur les achats des membres. «Pour l'année financière qui a fini en janvier 1997, on avait une ristourne de 9 pour cent. On a distribué environ 20 000 $ aux membres. Pour 'l'année qui vient, étant donné la baisse des ventes, l'assemblée annuelle a accepté une ristourne plus petite, de 3,75 pour cent», explique Eric Richard.

Pour l'exercice financier qui a pris fin en janvier 1997, la Coopérative a vendu pour un total de 714 409 $. Le coût de ces revenus était de 582 919 $, pour un profit brut de 131 490 $. Si on ajoute à cette somme les autres revenus divers, on obtient la somme de 154 374 $. Une fois déduites les dépenses de fonctionnement, on obtient un surplus de 34 787 $ et c'est de cette somme qu'on s'est servi pour donner les ristournes.

La Coopérative de Mont-Carmel fonctionne avec un personnel de trois personnes. La Coopérative compte présentement 283 membres, et c'est un nombre qui se maintient relativement stable.

Lors de l'assemblée annuelle, au lieu d'avoir un conférencier invité, on a formé des groupes de discussion, pour permettre aux membres de dire les choses qu'ils apprécient et les choses qu'ils apprécieraient, à leur magasin coop. «On a pris tout cela en note et dès notre prochaine réunion du bureau de direction, on va commencer à agir là-dessus» précise Éric Richard.

La présidente sortante est Colette Aucoin de Mont-Carmel. La secrétaire est Tracy Arsenault de Cap-Egmont. Norma Richard de Saint-Raphaël avait termine son mandat mais elle a accepté de revenir pour un an et finir le mandat de Keir Bernard, qui a dû laisser pour des raisons de santé. Clarence Gallant de Cap-Egmont poursuit son mandat, Georges Arsenault de Cap-Egmont a été élu, Pierre Gallant de Mont-Carmel a été réélu, Marie Arsenault de Mont-Carmel poursuit son mandat, Claude Gallant de Cap-Egmont a été élu et Martin Gallant de Saint-Raphaël poursuit son mandat. ★

Merci à la compagnie ☺ The Co-operators

La collecte de fonds pour la Fondation Jean.-H.-Doiron continue d'aller bon train. Sur la photo on voit M. Desmond Arsenault de la compagnie d'assurance The Co-operators qui remet un chèque à Mme Simonne Gallant de l'entreprise RELIEF. M. Arsenault se dit très heureux de contribuer à une cause telle que la survie du seul journal francophone de l'Î.-P.-É., LA VOIX ACADIENNE. Nous remercions l'intérêt dont la compagnie fait preuve. ★

Les coopératives s'unissent pour présenter «l'Étoile des Maritimes»

Lors de /a ***présentation symbolique du chèque de 10 000 $ aux producteurs de la pièce Maritime Star, on voit de gauche à droite, Marilyn Gellespie, de la Consumers Direct Charge Coop à Charlottetown, Wayne Arsenault, de ta Coopérative de Summerside, Ernest Arsenault de la Coopérative de Wellington, Eric Richard, de la Coopérative de Mont-Carmel et Marlane O'Brien, vedette et productrice de la*** *pièce.*

(J.L.) Un total de 13 coopératives de l'Île-du-Prince-Édouard, littéralement de Tignish à Souris, ont uni leurs forces afin de contribuer une somme de 10 000 $ à la production *Maritime Star,* qui sera présenté au théâtre Jubilee, à Summerside, pendant l'été.

La production est une comédie musicale et romantique, dont le texte a été écrit par Nils Ling, populaire animateur au réseau anglais de Radio-Canada, et la musique et les chansons sont signées par Allan Rankin, natif de Summerside.

La comédie musicale raconte l'histoire d'une jeune femme de l'île-du-Prince-Édouard, qui aide son père à gérer une petite coopérative agricole. Un jour, elle se voit obligée de quitter l'île pour vivre au loin et elle s'ennuie de son île natale.

La pièce musicale est produite par Marlane O'Brien, qui en tient également le rôle principal. Elle s'est fait connaître dans le rôle titre de *A Closer Walk With Patsy Cline*, une production du Festival de Charlottetown.

C'est la première fois que les coopératives s'unissent ainsi pour appuyer une pièce de théâtre, dont le sujet est d'ailleurs relie aux valeurs de la coopération. ★

Un chaud «show»

Le d'jâble était dans le gymnase de l'École François-Buote vendredi soir dernier où performait sur scène le groupe Tolérance. Jeunesse Acadienne de Charlottetown organisait l'événement comme source de financement. Tolérance s'est donné à 100 pour cent malgré que le nombre de jeunes présents était loin de représenter la foule attendue. Tolérance est, *de gauche à droite, Jason DesRoches, Mike Arsenault, Ronnie Arsenault et Yves Arsenault (batteur). (Photo : Éric Pagé)* ★

Retrouvez les lauréats du Gala de la chanson

Les lauréats et Lina Boudreau en concert

Pour clore sa saison artistique 1996-1997, lc Carrefour de l'Isle-Saint-Jean, en collaboration avec la Fédération culturelle de l'Île-du-Prince-Édouard, est fière dc vous présenter Plus jamais la mer, cc spectacle enlevant de Lina Boudreau.

Jacinthe Laforesl

La première partie du spectacle sera assurée par les lauréats et gagnants des différents prix attribués lors de la première édition du Gala de la chanson de l'Î.-P.-É., en 1996, un événement qui a été initié par la Fédération culturelle de l'Î.-P.-É. et réalisé grâce à l'engagement de nombreux partenaires, selon un communiqué.

Dans le cadre de «Place aux lauréats», vous aurez le plaisir de retrouver Jacinthe Laforest, Gary Gallant, Réal Pelletier, Angèle Haché-Rix et le duo Melissa Pis Zeux (Melissa Gallant et Philippe LeBlanc). La mise en scène de cette partie du spectacle est signée Catherine Pinard, qui fait depuis quelques années déjà la mise en scène du Festival international de la chanson de Granby. Les lauréats seront accompagnés des musiciens de Lina Boudreau, soit Marc Beaulieu et Jeff Smallwood.

Plus jamais la **mer**

En 1994, Lina a lancé son premier album, Plus jamais la mer. Encore aujourd'hui, ce disque et sa chanson titre, remportent autant de succès qu'au moment de son lancement, succès qui lui a d'ailleurs valu une nomination pour le meilleur Album francophone de l'année des East *Coast Music* ***Awards*** (ECMA) en 1995. Lors de la soirée de gala des ECMA à Charlottctown l'année dernière, elle a interprété la chanson titre de son album, soulevant l'enthousiasme de tout le public, tant francophone qu'anglophone.

Plus jamais la mer, c'est un magnifique voyage à travers l'Acadie d'hier et d'aujourd'hui. Assister à ce spectacle inoubliable, c'est venir entendre **une** des plus belles voix de l'Acadie!

Pour plus de renseignements ou pour réserver vos billets, veuillez téléphoner au Carrefour de l'Isle-Saint-Jean au 368-1895. ★

Le bicentenaire de Tignish se planifie

(M.E.) Depuis plusieurs mois, des représentants et des organismes de la région Prince-Ouest ainsi que des représentants de certains organismes provinciaux travaillent à élaborer une liste d'activités possibles pour souligner le bicentenaire de Tignish en 1999. Pour assurer le bon déroulement de cette grande fête, le comité Rév.-S.-E.-Perrey vient d'embaucher Mario Bénard à droite, à titre de recherchtste et Atméda Thibodeau à gauche à titre d'agente de planification. On peut aussi voir sur la photo ta présidente du Comité Rév.-S.-E.-Perrey, Sr. Hermine Bernard. ★

La Coop de Wellington sort d'une année difficile

Par Jacinthe LAFOREST

L'année a été difficile pour la Coopérative de Wellington. L'ouverture du supermarché de la chaîne *Atlantic Super-store* et l'agrandissement du supermarché *Sobeys* ont résulté dans une baisse des revenus de 20 pour cent, sur toute l'année, ce qui représente une diminution des ventes de 10 000 $ par semaine. «On ne peut pas continuer de vivre avec une telle perte de vente, alors je demande aux membres de penser aux effets à long terme» dit le gérant Ernest Arsenault, dans son rapport aux membres.

Plus tard en entrevue, il a confié son inquiétude que si le magasin Coop de Wellington devait fermer ses portes, le minimail (Place du Village) fermerait probablement complètement. Déjà, la Parmacie Wellington a des difficultés depuis l'ouverture du *Super-store* qui offre des services de pharmacie, où les prix sont beaucoup plus bas.

Le président de la Coopérative, Gerald Reichheld, s'inquiète lui aussi de la diminution des ventes. «Je dois admettre que je ne comprends pas pourquoi les propriétaires d'une entreprise choisissent de supporter une entreprise avec laquelle ils sont en compétition» dit-il dans son rapport annuel.

Ernest Arsenault dit que ces grand magasins font une compétition déloyale aux plus petits commerçants. «Ils maintiennent leurs prix vraiment bas artificiellement, surtout dans les premières années, simplement pour forcer les petits commerçants à fermer, à déclarer faillite ou à leur vendre. Ensuite, quand ils ont tout le marché, ils peuvent remonter les prix comme ils veulent», explique Ernest Arsenault.

***Lors de la réunion annuelle de la Coop de** Wellington, on voit **Sidney Pobihushchy, qui était le conférencier invité, suivi du président du bureau de direction, Gerald Reichheld, Ernest Arsenault, le gérant et Yvonne Gallant, secrétaire de la** réunion.*

Durant la première moitié de l'exercice financier de 1996, jusqu'au mois de juillet de la même année, la Coopérative a tenté d'offrir des prix compétitifs avec ceux des supermarchés de Summerside. «Au mois de juillet, on avait un déficit de 30 000 $. En faisant des ajustements, on a été capables de renverser les effets et d'atteindre le seuil de rentabilité pour l'exercice qui a pris fin le 31 janvier 1997» a dit M. Arsenault, qui était visiblement très fier que son magasin ait pu remonter la pente aussi rapidement.

Tout de même, la Coopérative est entrée dans l'exercice 1997 avec un léger déficit de 592 $. Le chiffre d'affaires de la Coop pour l'année a été de 2 644 746 $. Une fois déduit le coût des marchandises, le profit brut était de 467 048 $. Et une fois les dépenses d'exploitation déduites, il restait le léger déficit en question.

Des notes positives

Tout n'est pas si noir pour la Coopérative de Wellington. En effet, il y avait quelques bonnes nouvelles au tableau. Par exemple, le prêt hypothécaire de la Coopérative sera complètement payé d'ici 20 mois et ce, en grande partie grâce aux membres qui ont été fidèles à leur magasin. En 1991, le prêt était de 450 000$, réparti sur 15 ans. Mais en instituant le programme du 3 $ par semaine que les membres volontaires se sont engagés à verser, on aura réussi à rembourser le prêt dans huit ans. «Si on avait réussi à recruter 500 membres pour participer au programme, on l'aurait payé en cinq ans» précise le gérant. D'autre part, une bonne proportion des membres qui s'étaient engagés pour cinq ans en 1991 ont accepté de renouveler leur engagement. «Dès que le prêt hypothécaire sera remboursé, il sera possible de recommencer à verser des ristournes aux membres» a précisé le président.

Le conférencier

Aux quelque 175 personnes qui sont venues à l'assemblée annuelle de la Coopérative de Wellington, le conférencier invité Sidney Pobihushchy, a livré un message très clair. «Nous n'achetons pas à la Coopérative parce que c'est moins cher qu'ailleurs. Nous y achetons parce que c'est nous» a-t-il dit, invitant les gens à continuer et à renouveler leur appui à leur magasin coop. «Chaque fois que vous magasinez au *Super-store, vous* affaiblissez votre propre communauté» dit-il.

«Lorsque nous n'avons plus aucun contrôle sur les services que nous voulons nous offrir, lorsque nous ne participons plus aux décisions, nos communautés déclinent et meurent. Et l'un des signes qu'une communauté est en train de mourir est le fait que les jeunes ne peuvent y rester et y faire leur vie. Ils s'en vont ailleurs. Il faut donc éviter de donner à des gens de l'extérieur le pouvoir de contrôler nos communautés». ★

le comté de Prince-Est en «crise économique»

Ottawa **(APF) :** La communauté acadienne de l'Île-du-Prince-Edouard pourrait faire face à de sérieux problèmes dans l'avenir, particulièrement si elle ne réussit pas à freiner l'exode des jeunes et l'assimilation.

Selon une étude commanditée par le ministère du Patrimoine canadien sur le profil socio-économique de cette communauté acadicnnc, la décroissance démographique enregistrée dans l'ouest de l'I.-P.-É., où résident les trois quarts de la population francophone, est inquiétante.

L'érosion démographique des petits centres ou des communautés rurales est considérée comme un phénomène qui affecte tous les pays industrialisés. Mais ce phénomène a tendance à prendre de l'ampleur dans les régions où l'économie est faiblement diversifiée, ce qui est le cas dans le comté de Prince. On note d'ailleurs que les Acadiens souffrent d'importantes disparités sociaux-économiques par rapport à la majorité anglophone.

Ainsi, les auteurs de l'étude notent qu'il y a peu de possiblités d'emploi dans les régions rurales acadiennes pour les jeunes qui sont instruits. Le seul véritable centre de services, Summerside, «accueille difficilement le fait français» écrivent les auteurs. A cela s'ajoute les mariages interethniques, qui sont cause d'assimilation.

Les chiffres révèlent aussi que les jeunes de moins de 25 ans ne composent que 24 pour cent de la population acadienne de Prince, comparativement à 40 pour cent chez les anglophones. Près de 20 pour cent des Acadiens sont âgés de 65 ans ct plus, comparativement à 12 pour cent chez les anglophones. La moyenne nationale est de 11,6 pour cent. «La déficience remarquée chez les jeunes n'augure pas bien pour la minorité acadienne», lit-on. D'ailleurs, la population totale dc francophones a diminué dans le comté depuis les années 1980, sauf dans la région dc Wellington.

Il existe aussi d'importantcs disparités économiques entre les francophones et les anglophones de Prince. Elles s'expliquent par le fait que les francophones sont plus âgés, moins présents sur le marché du travail, moins scolarisés et occupent des emplois moins rémunérés.

Pas moins de 62 pour cent des francophones du comté n'ont pas de diplôme secondaire (50 pour cent chez les anglophones) et à peine 9 pour cent ont fait des études universitaires (15 pour cent chez les anglophones). Les femmes sont généralement plus éduquées que les hommes, surtout dans les milieux ruraux.

Les Acadiens de Wellington et Abram-Village comptent cependant une proportion d'adultes avec des études universitaires, qui est supérieure ou égale à la moyenne nationale.

Les francophones, qui travaillent davantage sur une base saisonnière que les anglophones, sont aussi plus dépendants de l'assurance-emploi. Cette dépendance, qui est 3,4 fois plusforteà l'Ile-du-Prince-Édouard qu'au Canada, est 5 fois plus forte dans Prince ct . . . 16 fois plus forte dans la région dc St-Louis, à l'extrême ouest de l'île!

De manière générale, le revenu moyen des francophones dc Prince dépasse à peine 60 pour cent du revenu moyen gagné au Canada. Dans les secteurs où le revenu est supérieur à la moyenne (gestion, enseignement, santé, emplois techniques, transports et fabrication), le salaire moyen des francophones est toujours inférieur à celui des anglophones sauf...dans les transports? Le pourcentage dc francophones dans ces secteurs étaient également inférieurs à celui des anglophones, sauf dans l'cnscignemcnt.

«Selon les normes nationales, cette région (Prince) est en état dc crise économique» concluent les auteurs. ★

L'enjeu de la communauté

Samedi dernier, ont eu lieu les assises annuelles de la Société Saint-Thomas-d'Aquin (SSTA). C'est le moment privilégié où tous les membres sont convoqués pour en savoir davantage sur ce qui se passe à la SSTA, c'est-à-dire quels sont les dossiers sur lesquels le Bureau de direction a mis ses énergies et dans quel sens cela a-t-il permis à la communauté d'avancer ou de perdre ses acquis. Cette assemblée générale est d'autant plus importante avec tous les enjeux politiques et économiques qui sont en cause. Par exemple, la dévolution des pouvoirs et la perte des acquis: grands mots qui signifient que la communauté est fragile et peut voir tout ce qu'elle a gagné fondre au soleil à cause de décisions politiques qui se prennent à son insu; de là, le rôle de la SSTA, d'être un chien de garde et de s'assurer que la communauté acadienne et francophone continue d'avancer. Il pourrait sembler qu'elle avance à petits pas, mais l'important c'est d'avancer.

Une autre composante de cette journée fut les ateliers dc la communauté. Complètement détachés de l'assemblée générale, ces ateliers sont publics et toute **personne** de la communauté peut y participer et se faire entendre. Aux ateliers, fut présenté un plan stratégique afin de rallier toutes les forces autour des thèmes principaux: la culture et le patrimoine, l'éducation et la formation, l'économie et le tourisme et les services communautaires. Tous ces thèmes, rejoignent la communauté acadienne et francophone puisque dans chacun d'eux, se retrouvent les mêmes enjeux. Allons-nous progresser ou perdre des acquis? Dc quelles façons allons-nous assurer notre avenir? De là importance de ces ateliers. II faut éviter le phénomène particulier en temps de compressions budgétaires, c'est-à-dire le sauve-qui-peut, où tous et chacun veut sa part, et pourrait même tirer sur la couverte de l'autre. Ne sommes-nous pas dans un temps crucial où l'on devrait se solidifier en tant que communauté et même se solidariser. La plan stratégique pour l'avenir dc la communauté acadienne et francophone sera un succès en autant qu'il soit pris en charge par I'ENSEMBLE de la communauté et non par certains individus. N'oublions pas le chiffre magique du Conseil du Trésor «5000» pour obtenir les services dans les deux langues officielle des ministères fédéraux. Au Recensement 91, nous étions 5250 individus. En l'an 2001, où en serons-nous; aurons-nous le chiffre magique pour avancer où déclinerons-nous? Certes les individus ont une part active à apporter, mais au service de I'ENSEMBLE. Et, comme exemple, la nomination de l'ordre du mérite acadien accordé à M. Francis Blanchard mérite d'être soulignée. Ce dernier a oeuvré dans grand nombre d'organismes, non pour lui-même ou pour en retirer du pouvoir, mais pour l'avancement de toute la communauté acadienne et francophone. ★

Marcia Enman

Réginald Pendergast est le premier «citoyen d'honneur de l'Acadie de l'île»

M. Reginald Pendergast (au centre), a été décoré du tout premier certificat de citoyen d'honneur de l'Acadie de l'Île-du-Prince-Édouard. Le certificat lui a été remis par le vice-président sortant de la SSTA, M. Edmond Gallant (à droite) lors du dîner conférence de l'assemblée annuelle de l'organisme. Sur *la photo, on voit aussi Monique Gallant, la fille de Reg Pendergast.*

Par Jacinthe *LAFOREST*

Réginald Pendcrgast, de Saint-Louis, dans la région Prince-Ouest, a reçu le Certificat dc Citoyen d'honneur de l'Acadie de l'Île-du-Prince-Édouard, remis pour la première fois par la Société Saint-Thomas-d'Aquin, dans le cadre dc ses assises annuelles.

Ce certificat a été créé à la suite d'une proposition adoptée l'an dernier à l'assemblée annuelle et a pour but de reconnaître l'effort méritoire et la contribution apportée à la cause acadienne et francophone de l'île.

La candidature de Réginald Pendergast a été soumise par le Père Eddie Cormier, et c'est lui qui a eu la tâche de présenter son ami Reg.

«Dans sa communauté de Prince-Ouest, Reg ne manque pas d'occasions pour présenter la réalité acadienne à qui veut bien l'entendre, et également à qui ne veut pas bien l'entendre» indique le Père Cormier. Il dit que Reg est le premier à lutter en faveur du droit à l'instruction en français langue première dans la région Prince-Ouest, et afin de développer Ics opportunités touristiques dans la région. Il participe à la chorale de la messe française de sa paroisse dc Palmer Road.

«Aux événements publics, il présente toujours, quand il le peut, la réalité acadienne et francophone dc son milieu, ce que biendcsautoritcs publiques et des nôtres négligent de faire», insiste le Père Eddie.

Reg est marié à Eileen Chiasson, une Acadienne de toutes les luttes et qui enseigne présentement en Louisiane. Ils ont six enfants, quatre garçons et deux filles, tous remplis de talents.

Dans son accent prononcé, Reg Pendergast a accepté l'honneur, disant qu'il «rêve d'une Acadie forte et unie». 11 préconise une démarche basée sur «une vision globale, mais sur une action locale». Puis, donnant un exemple, d'action locale s'inscrivant dans une vision globale, il a dit : «On devrait procéder avec l'établissement d'une école françaiseà Summerside, sans attendre l'approbation des tribunaux». ★

Bonjour Atlantique change de formule pour l'été

Par Jacinthe LAFOREST

L'émission Bonjour Atlantique change de formule pour l'été. C'est ce que les membres de la Société Saint-Thomas-d'Aquin ont appris, à l'occasion de leur réunion annuelle, samedi à Charlottetown. Lc tout a commencé lorsque Émile Gallant dc Charlottctown a annoncé. q'uc Radio-Canada Atlantique avait l'intention de couper Bonjour Atlantique Î.-P.-É. pendant l'été, ce qui obligerait les gens de l'île à Ccoutcr l'édition du Nouveau-Brunswick.

Or, on s'est vite rendu compte que cette information n'était pas à jour, lorsque Louise lmbeault, directrice de la Télévision française à Radio-Canada Atlantique, a pris la parole, à l'invitation d'Élise Arsenault, directrice de la Société Saint-Thomas-d'Aquin.

Louise Imbeault a expliqué que la première heure de Bonjour Atlantique, de 6 h à 7 h, sera en provenance du Nouveau-Brunswick. Mais de 7 h à 9 h, le poste de l'île, prendra la relève afin de desservir son auditoire exclusivement insulaire. Puis, de 9 h à 10 h, une émission en provenance de Charlottetown, et intitulée «Les plus belles plages de l'île», prendra l'antenne et sera diffusée dans tout l'Atlantique.

Louise Imbeault est directrice de la Télévision française. Le directeur de la Radio française en Atlantique est Jules Chiasson. Lundi par téléphone, il a confirmé que c'était la formule qui avait été adoptée, suite à des négociations avec l'équipe dc studio dc Charlottetown, dit-il.

Parlant de la nouvelle émission, «Les plus belles plages dc l'île», M. Chiasson a précisé que cela allait donner «de la visibilité au studio de production dc Charlottctown, sur la scène atlantique».

«Vous savez, pendant l'été, il faut trouver des formules pour accommoder les employés qui prennent des vacances, sans que cela coûte trop cher car on nc peut pas SC permettre de dépenser l'été, le budget dont on a besoin pour la programmation d'automne» explique-t-il.

Il est d'avis qu'étant donné les contraintes, la formule adoptée est très satisfaisante. La nouvelle formule entre en vigueur le 16 juin et durera jusqu'à la fin de semaine de la Fête du travail.

Pour ce qui est de l'animation pendant l'été, Georges Arsenault, Claire Hendy et Michel Trahan se relaieront au micro, autant pour assurer l'animation de l'émission régulière de Bonjour Atlantique que pour la nouvelle émission. ★

Jean-Maurice Simard promet d'aider le centre scolaire et communautaire Évangéline

Jean-Maurice Simard discute avec Edgar Arsenault, président de la Commission scolaire de langue française, Jean-Paul Arsenault de Charlottetown et Robert Arsenault du Centre scolaire et communautaire Évangéline.

Par Jacinthe LAFOREST

Le sénateur conservateur Jean-Maurice Simard était de passage à l'Île-du-Prince-Édouard, la semaine dernière. Lors d'un souper du Parti conservateur auquel il a participe vendredi soir à Wellington, il a promis d'intervenir en faveur de l'établissement d'un centre scolaire et communautaire dans la région Évangéline.

Il a réitéré cete promesse samedi après-midi alors qu'il accordait une courte entrevue à LA VOIX ACADIENNE, ajoutant cette fois : «Et je tiens toujours mes promesses».

Jean-Maurice Simard est sénateur depuis 1985. «Le premier ministre Brian Mulroney m'a alors confié la défense des minorités linguistiques, du Canada, plus particulièrement, les communautés acadiennes et francophones situées à l'extérieur du Nouveau-Brunswick. J'avais entendu parler de la situation dans la région Evangéline et je serais venu, même sans campagne électorale» a-t-il expliqué.

Il rappelle qu'il est intervenu lors des négociations devant mener à l'ouverture du Carrefour de l'Isle-Saint-Jean. «Je ne peux revendiquer que 5 pour cent des crédits pour cela, car votre premier ministre (Joe Ghiz à l'époque) était déjà de votre côté», dit-il.

Pour ce qui est de l'établissement du centre scolaire et communautaire dans la région Évangéline, le sénateur Jean-Maurice Simard se propose de faire reconnaître, une fois dc plus, «l'obligation légale et morale du fédéral à travailler avec les provinces, afin de trouver des solutions acceptables pour les communautés». 11 précise qu'il est à l'origine d'une motion solennelle de ce genre, adoptée à l'unanimité par le Sénat canadien.

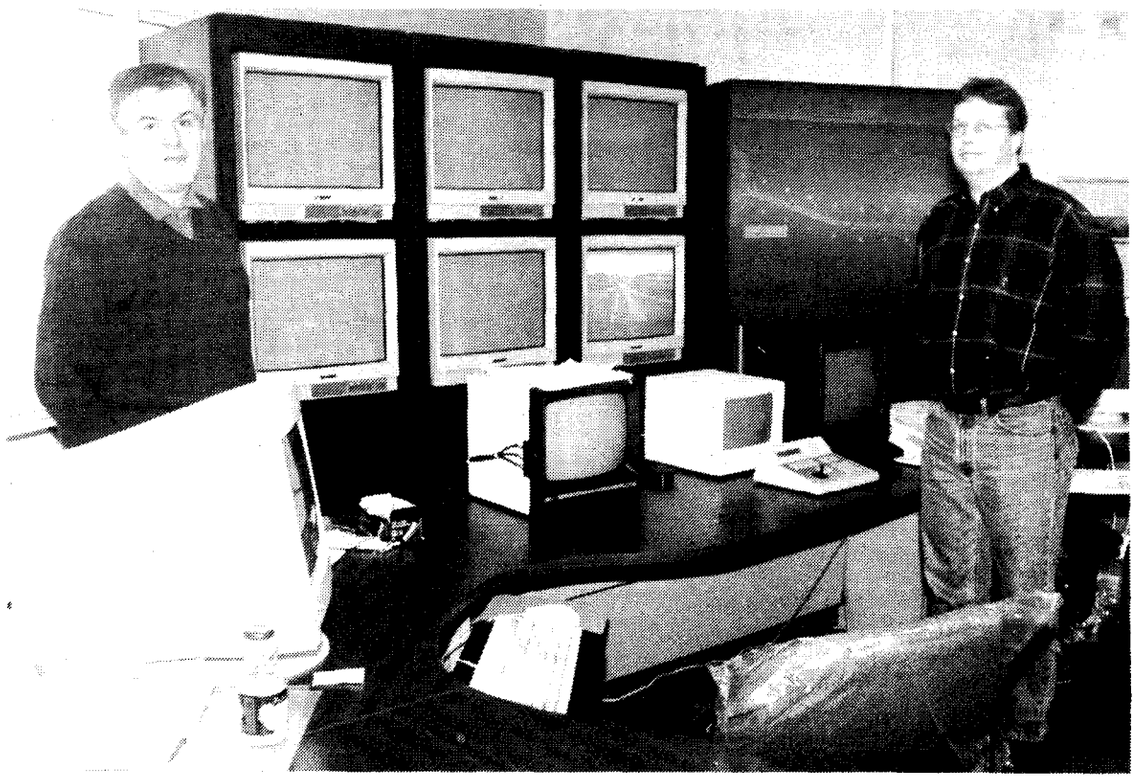
«J'ai défendu les minorités par nécessité, par devoir, puis par goût et c'est un engagement que je prends... j'invite les gens de l'île et de la SSTA à me tenir au courant, à m'envoyer des dossiers, leurs demandes de projets pour que je puisse intervenir là où ça compte».

Le sénateur Jean-Maurice Simard admet qu'il ne savait pas que le RDI n'était pas diffusé partout à l'île. Étant donné que l'un des copropriétaires de ***Island Cable Vision,*** le sénateur Bonnell, est un collègue de M. Simard, ce dernier trouve «scandaleux» que ladite entreprise de câblodistribution ne diffuse pas le RDI. «Je vais intervenir certainement. Le RDI est financé largement par le fédéral, et donc par les contribuables», dit le sénateur Jean-Maurice Simard. ★

Pierre Lafarge est responsable de préparer l'exploitation du pont

«Notre but est d'offrir un service de qualité»

Par Jacinthe LAFOREST



Pierre Lafarge et Michel LeChasseur se sont faits un devoir de guider la journaliste de La Voix acadienne dans une visite du quartier général de l'exploitation du pont. Sur la photo on voit la salle de contrôle.

C'est un peu sur la défensive que Pierre Lafarge, responsable de préparer l'exploitation du pont, a reçu LA VOIX ACADIENNE, jeudi dernier dans ses bureaux de Borden. Défensive? Ce n'est sans doute pas le mot qu'il utiliserait. Disons qu'il trouve que les médias de l'Ile-du-Prince-Édouard s'acharnent, souvent sans raison importante contre le pont et ses bâtisseurs, dont il fait partie. «Vous ne me croirez peut-être pas, mais notre but est d'offrir un service de qualité. Notre but est que les gens qui traversent le pont soient satisfaits du système de sécurité qui les entoure. On a mis dans ce pont plus que notre métier. On y a mis de nous-mêmes. On n'est pas des monstres froids. On est fiers du pont. Moi, je n'ai pas envie de quitter l'île avec le poids d'une foule de gens en colère. Je veux quitter l'île avec le sentiment de l'ouvrage bien fait» dit Pierre Lafarge, avec une pointe d'impatience dans la voix.

Récemment, la question des services en français a été soulevée et cette question continue d'être une préoccupation pour un bon nombre de personnes à l'Î.-P.-É. Théodore Thériault de Wellington a été l'une des personnes les plus en tendues. Il craint que les francophones aient accès à des services de moins bonne qualité que les anglophones. Il réclame l'équité dans les services.

Mais Pierre Lafarge affirme que «sur le plan général, les services en français ont été l'objet d'une préoccupation constante. Toute la signalisation a été faite en conséquence, partout sur la concession, sur le territoire qui est sous notre autorité». M. Lafarge assure qu'il y aura toujours, 24 h sur 24, du personnel bilingue en poste sur le pont».

Cela ne veut pas dire que toutes les personnes embauchées sont bilingues. Mais essayez de faire dire à M. Lafarge combien de personnes bilingues ont été embauchées sur les cinq personnes requises pour assurer la permanence à la salle de contrôle, et vous verrez que ce n'est pas la chose la plus facile au monde. «Ecoutez. Je vous dis qu'il y aura toujours, en tout temps, du personnel bilingue».

Tout près du *Cateway Village*, juste en face des postes de péage (au nombre de sept), et en vue de la bascule (pesée des véhicules lourds) se trouve le quartier général d'exploitation du pont. C'est un édifice relativement petit, très fonctionnel, qui sert deux usages principaux : la gestion des systèmes de sécurité et la gestion financière.

Naturellement, la sécurité est importante et comme le dit un confrère de M. Lafarge, Michel LeChasseur qui est entre autres responsable de l'administration et de la perception des péages. «Il n'y a pas de demi-mesure. Rien n'a été négligé».

Le pont mesure donc dans les 13 km de long. Tous les 750 m, il y a une caméra, à 15 m de hauteur. Chacune de ces caméras est reliée à une salle de contrôle, à l'intérieur du quartier général. Dans la salle de contrôle, six écrans couleurs peuvent chacun recevoir les images de quatre caméras. Grâce à une manette de contrôle à distance, on peut varier l'angle de chacune des cameras et avoir un effet de rapprochement ou de grand angle, dans une vue de 360". Et la réception sur les écrans est très claire. Grâce à ce système, l'employé en poste peut superviser l'ensemble du trafic du pont. «Si une personne tombe en panneavec son véhicule, même avant qu'elle ait eu le temps de téléphoner pour signaler sa panne, on l'aura vue et on aura agi» dit Michel LeChasseur.

À côté des six écrans, se trouve un grand écran, qui montre l'ensemble du système de sécurité du pont. «Si on reçoit un appel d'une telle boîte téléphonique, elle clignote. C'est une autre façon de repérer rapidement les problèmes. C'est également à partir de cette salle de contrôle que l'on gère les panneaux à messages variables (un à chaque extrémité du pont), qui peuvent indiquer des limites de vitesse réduite (le maximum est de 80 km/h), des conditions de vent etc, et ces messages variables seront toujours affiches dans les deux langues officielles. Il y a aussi des panneaux, 'situés à intervalles réguliers sur le pont et grâce auxquels la vitesse peut être variée selon les conditions qui prévalent, en différents endroits du pont. Il y a, bien sûr, le système d'éclairage, les téléphones d'urgence, tout cela est contrôlé à partir du quartier général. L'électricité est fournie par *Maritime Electric*, mais en cas de panne, une génératrice (que M. Lafarge appelle «un groupe électrogène») se met en marche. Pour combler l'intervalle de cinq secondes environ, les ordinateurs sont munis d'onduleurs (UPS), des mécanismes qui font en sorte que le courant soit ininterrompu.

Pour assurer la sécurité sur le terrain, c'est-à-dire sur le pont, il y aura en tout temps deux patrouilleurs, qui seront en communication constante avec la salle de contrôle. Sur neuf patrouilleurs, trois sont parfaitement bilingues, et d'autres ont des connaissances en français, selon M. Lafarge.

«Ecoutez, si nous avions vécu dans le meilleur des mondes, probablement que tout le personnel aurait été bilingue. Le bilinguisme était une compétence importante dans nos critères d'embauche, mais ce n'était pas la seule. Les personnes devaient aussi avoir certaines compétences et connaissances inhérentes aux fonctions prévues. Dans certains cas, nous devrons offrir de la formation. De plus, nous étions liés par notre contrat à embaucher le plus possible des anciens employés de Marine Atlantique. Nous en avons environ 33 sur les 40 personnes que nous avons embauchées» dit M. Lafarge.

Selon M. LeChasseur, le concept de «poste désigné bilingue» n'existe pas en tant que tel. Par contre, les postes où les employés font directement affaires avec le public sont comblés par des personnes pleinement bilingues. C'est le cas de la réceptionniste qui s'occupera d'accueillir et de renseigner les cyclistes et les piétons, pendant qu'ils seront en attente de la prochaine navette.

Depuis le début de la construction du pont et bien avant, le gouvernement fédéral est représenté dans le projet par Travaux publics et Services gouvernementaux. Hubert Jacquin y travaille. Selon lui, il n'y a pas de mystère. «Ils savent qu'ils sont obligés d'offrir des services en français, de par leur contrat. C'est un critère immuable. C'est à eux de voir à mettre les mesures en place pour que le service soit offert. C'est une question de performance en fonction d'un critère particulier».

En fin du compte, quoiqu'on dise et quoiqu'on fasse, le dernier mot reviendra aux utilisateurs du pont, qui décideront si selon eux, les services, tous les services, sont suffisants et satisfaisants. ★